

GROUPE MEDIA 6

EURONEXT - EUROLIST Compartiment C
ISIN : FR 00000 64 404

Société de Bourse : T.S.A.F.

RAPPORT FINANCIER

DE L'EXERCICE 2010/2011

CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2011

(Normes IFRS)

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion joint au présent rapport financier, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Monsieur Bernard VASSEUR
Président du Conseil d'Administration

- I -

**RAPPORT DE GESTION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 6 JANVIER 2012**
**RELATIF AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS
DU GROUPE MEDIA 6
ARRETTÉS AU 30 SEPTEMBRE 2011**

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte des opérations réalisées au cours de l'exercice de 12 mois clos le 30 septembre 2011, de vous exposer la situation financière du Groupe MEDIA 6 et de vous présenter ses comptes consolidés ainsi que les comptes annuels de MEDIA 6 SA, au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2011.

Les commissaires aux comptes vous présenteront leurs rapports sur ces mêmes comptes.

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du Groupe MEDIA 6 au 30 septembre 2011 ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables en 2011 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

1. Présentation de l'activité de l'exercice

1.1 Chiffre d'affaires

L'exercice écoulé a été caractérisé par un développement important de l'activité, notamment sur le premier semestre (+36,1%) grâce à la réalisation de contrats significatifs en Chine. Au total le chiffre d'affaires consolidé annuel s'est élevé à 78,6 M€, en augmentation de 17,2% par rapport à l'exercice précédent. Sur l'ensemble de l'exercice l'activité Chine a représenté 15,6% du chiffre d'affaires consolidé. Ce dernier se décompose de la manière suivante par pôle d'activités, étant entendu que le Groupe MEDIA 6 distingue deux secteurs d'activités :

Le secteur Production qui regroupe les activités :

- Carton,
- Plastique,
- Métal,
- Bois et agencement de mobilier commercial multi matériaux,
- Mèches et mèchiers.

Le secteur Services qui regroupe les activités :

- Création,
- Installation,
- Activités immobilières,
- Divers (s'il y a lieu).

Chiffre d'affaires consolidé (Valeurs en K€)

Secteurs d'activité	30/09/10	30/09/11	Variation	
			en valeur	en %
Production	53 742	64 968	11 226	20,9%
Services	24 477	23 842	(635)	(2,6%)
Elimination intersecteurs	(11 200)	(10 236)	964	(8,6%)
TOTAL	67 019	78 574	11 555	17,2%

Les données par secteurs géographiques ont évolué comme suit :

Chiffres d'affaires consolidés (Valeurs en K€)

Secteurs géographiques	30/09/10	30/09/11	Variation	
			en valeur	en %
France	57 253	61 415	4 162	7,3%
Europe (<i>hors France</i>)	5 064	4 893	(171)	(3,4%)
Reste du monde	4 702	12 266	7 564	160,9%
TOTAL	67 019	78 574	11 555	17,2%

1.2 Compte de résultat

Le compte de résultat du Groupe MEDIA 6 se présente comme suit :

Valeurs en K€

Désignations	30/09/10	30/09/11	Variations	
			valeur	%
Chiffre d'affaires	67 019	78 574	11 555	17,2%
Autres produits de l'activité	48	(584)	(632)	(1316,7%)
Total Activité	67 067	77 990	10 923	16,3%
Résultat opérationnel courant	(3 260)	(903)	2 357	(72,3%)
Résultat opérationnel	(4 708)	195	4 903	(104,1%)
Coût de l'endettement financier net	(303)	(262)	41	(13,5%)
Autres produits et charges financiers	273	(476)	(749)	(274,4%)
Résultat avant impôt	(4 738)	(543)	4 195	(88,5%)
Impôt sur les sociétés	1 296	1 169	(127)	(9,8%)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(3 442)	626	4 068	(118,2%)

Le développement de l'activité sur l'ensemble de l'exercice explique la forte amélioration du résultat opérationnel courant. Celui-ci demeure néanmoins négatif à -903 K€ compte tenu du coût d'accès au standard de qualité Groupe sur notre production en Chine et de la fin du regroupement des activités carton / plastique. Le résultat opérationnel est en revanche positif à la suite de l'obtention d'un crédit d'impôt sur exercices antérieurs pour un montant net de 1 068 K€.

Le coût de l'endettement financier demeure faible au regard du chiffre d'affaires (0,33 %). Les autres produits et charges financiers intègrent la dépréciation des titres de la société QUIVIDI pour -200 K€.

Après constatation de l'impôt sur les sociétés (majoritairement constitué par des impôts différés actifs) pour 1 169 K€ (voir note 3.8 de l'Annexe), le résultat net est finalement un bénéfice de 626 K€.

2. Situation financière du Groupe

A la fin de l'exercice 2011, la structure financière du bilan du Groupe MEDIA 6 demeure solide.

Les capitaux propres part du Groupe passent de 33 655 K€ en 2010 à 34 070 K€ en 2011. La structure du bilan fait ressortir les éléments suivants :

- Les liquidités nettes du Groupe s'élèvent à 2 147 K€ par rapport à 1 099 K€ au 30 septembre 2010.
- Les disponibilités du Groupe sous déduction des concours bancaires court terme s'établissent au 30 septembre 2011 à 6 979 K€, contre 9 029 K€ pour l'exercice précédent.
- Les emprunts et dettes financières s'élèvent à 4 832 K€ contre 7 931 K€ en 2010.
- Les investissements ont représenté 1 501 K€ contre 1 086 K€ l'année précédente.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles se sont élevés à -1 299 K€ (+ 2020 K€ en 2010), du fait d'une variation négative du BFR (cf. notes annexes b et c du tableau des flux de trésorerie consolidés).

3. Commentaires sur les faits significatifs relatifs à l'exercice 2011

3.1 Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation a évolué depuis le 30 septembre 2010 au travers de la cession des sociétés PRUGENT EBENISTERIE et MEDIASIXTE LANNEMEZAN à compter au 1^{er} août 2011. Ces sociétés, acquises en 2006, ont été rachetées par leur Président historique, Christian PRUGENT. Sur l'exercice la contribution au chiffres d'affaires consolidé de ces filiales aura été de 9,3 M€.

Il convient également de mentionner la sortie du périmètre de consolidation de la filiale COLORMEDIA en Tchéquie, cette filiale ayant cessé toute activité depuis plus d'un an. Elle a été définitivement liquidée fin décembre 2011.

3.2 MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd / DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Co Ltd

Comme déjà indiqué, l'exercice écoulé aura été marqué par un très fort développement de l'activité en Chine (12,1 M€ à comparer à 4,6 M€ de 2010) grâce à deux contrats importants représentant environ 6,8 M€. L'accès au standard de qualité Groupe a en revanche générée des coûts de production bien supérieurs à ceux initialement escomptés, pénalisant fortement le résultat de la filiale.

La filiale DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Co Ltd (statut de WFOE : Wholly Foreign Owned Enterprise) est désormais pleinement opérationnelle.

3.3 MEDIA 6 PHARMACIE

En septembre 2011, MEDIA 6 SA a racheté 33,4% des parts de sa filiale MEDIA 6 PHARMACIE pour un montant de 528 K€, ce qui lui permet de détenir désormais 100% des titres.

3.4 MEDIA 6 INSTALLATION

A la suite du rachat des parts de MEDIA 6 PHARMACIE par MEDIA 6 SA, cette dernière détient désormais indirectement 100% des titres de MEDIA 6 INSTALLATION, filiale qui pilote l'ensemble des activités installation du Groupe.

3.5 MEDIA 6 PRODUCTION PLV

Afin d'adapter ses moyens à la nouvelle configuration du marché, le Groupe a élaboré et proposé en 2010 un projet de réorganisation de ses activités carton et plastique qui prévoyait :

- Le regroupement des activités industrielles carton et plastique sur un site industriel unique, en l'occurrence celui de La Ferté Milon (site de MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE) ;
- La fusion des sociétés MEDIA 6 PRODUCTION CARTON (absorbée) et MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE (absorbante) avec un changement de dénomination sociale en MEDIA 6 PRODUCTION PLV ;
- Des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) associés à la suppression de 63 postes de travail pour l'ensemble des activités concernées.

Les Assemblées Générales du 7 février 2011 tenues dans les sociétés concernées ont avalisé la fusion à effet rétroactif au 1^{er} octobre 2010 ainsi que le changement de dénomination sociale.

Sur le plan opérationnel, le fonctionnement de la nouvelle entité a été perturbé sur le 1^{er} semestre à cause du faible nombre de salariés de l'activité carton acceptant le transfert sur le site commun de La Ferté Milon. Il a fallu ainsi combler pendant cette période un déficit d'expérience acquise. Le résultat de la filiale demeure ainsi déficitaire pour l'exercice en cours, mais à un niveau considérablement réduit par rapport à l'exercice précédent pour les deux filiales concernées.

Enfin il convient de noter que 22 salariés de l'ancienne filiale MEDIA 6 PRODUCTION CARTON ont saisi le Conseil de Prud'hommes pour licenciement sans cause réelle et sérieuse suite à la mise en œuvre du PSE les concernant.

3.6 Baisse du point mort

Le Groupe a poursuivi tout au long de l'exercice les actions entamées en 2010 visant à réduire durablement son point mort de façon significative. Sur les 2 derniers exercices, cette baisse est supérieure à 20% (périmètre 2012 hors Chine).

3.7 Investissements

Les investissements ont été principalement consacrés à des travaux d'aménagement sur le site de la Ferté Milon (accueil de l'activité carton à partir de décembre 2010) et d'Amblepuis (MEDIA 6 PRODUCTION METAL), à l'acquisition d'équipements industriels, au renouvellement de matériels informatiques et à la refonte de notre site internet. Ils ont représenté 1,5 M€ sur l'exercice.

4. Évènements postérieurs à la clôture

4.1 MEDIA 6 INSTALLATION

Par décisions de l'actionnaire unique en date du 31 octobre 2011, la société MEDIA 6 INSTALLATION a été transformée en société par actions simplifiée, et M. Laurent FRAYSSINET a été nommé Président.

4.2 Immeuble de Saint-Denis

L'immeuble de Saint-Denis (ancien siège social du Groupe appartenant à la société QUAI DE SEINE) a fait l'objet de la signature d'un bail commercial le 27 octobre 2011. Ce bail prévoit dans ses conditions particulières un accord « irrévocable » du propriétaire pour une option d'acquisition du bâtiment par le locataire (ou toute personne morale ou physique pouvant se substituer) à tout moment pendant une période de 3 ans à partir de la signature du bail, pour un prix net vendeur de 2,5 M€.

5. Perspectives du Groupe MEDIA 6

Après deux années consacrées à adapter sa structure au nouveau contexte économique et à rechercher les bases de nouveaux développements commerciaux, le Groupe entame le nouvel exercice avec des perspectives encourageantes.

Les opportunités de croissance externe qui se présenteront, sans être une priorité absolue du Groupe, seront étudiées au cas par cas, la structure financière du Groupe permettant de demeurer actif dans ce domaine.

6. Mandats des dirigeants du Groupe MEDIA 6 au 30/09/2011

Sociétés	SA	Dirigeants du Groupe MEDIA 6					
		BV	MBV	JPF	JFS	LF	AL
Media 6	SA	Adm. PDG	Adm.	Adm.	Adm.	DGD	
Media 6 Agencement	SARL					Gérant	
Media 6 Design	SAS					Prés.	
Media 6 Pharmacie	SAS					Prés.	
Media 6 Agencement Shop Fittings	SAS					Prés.	
Media 6 Production Métal	SAS					Prés.	
Media 6 Production PLV	SAS					Prés.	
Aldige	SARL					Gérant	
Media 6 Installation	SA					PDG	Adm. Adm.
Media 6 Asia Ltd						Prés.	
Media 6 Asia Production Ltd						Direct.	
Artium Production Ltd						Direct.	
Dongguan Media 6 POS Equipment		Direct.					
Media 6 Romania	SARL					Gérant	
Mediacolor Spain (Espagne)	SA	Prés. A.D.		Adm.		Secréts. Conseil	
Couleur 6 (<i>en sommeil</i>) (Canada)	SA	Prés. & A.U.				Secréts.	
La Hotte Immobilière	SCI	Gérant					
Mediasixte	SCI	Gérant					
Mediasixte Aldige	SARL					Gérant	
Mediasixte Bois	SARL					Gérant	
Mediasixte Bois de la pie	SARL	Gérant					
Mediasixte Métal	SARL					Gérant	
Mediasixte CZ (<i>fermeture en cours</i>)	SARL	Rep M6 action. unique					
Quai de Seine	SCI	Gérant					
Media 6 PLV (<i>sans activité</i>)	SARL					Gérant	

BV : Bernard VASSEUR

MBV : Marie Bernadette VASSEUR

JPF : Jean Patrick Faucher

JFS : Jean François SURTEL

LF : Laurent FRAYSSINET

AL : Armand LEPOT

JFF : Jean-François FOZZANI

Sigles :

DGD : Directeur Général Délégué

Adm. : Administrateur

A.U. : Administrateur unique

Direct. : Director

7. Autres mandats des dirigeants du Groupe MEDIA 6 au 30/09/2011

Sociétés	Dirigeants du Groupe MEDIA 6						
	BV	MBV	JPF	JFS	LF	AL	JFF
VASCO	SARL	Gérant					
DCT Conseil	SARL				Gérant		

BV : Bernard VASSEUR

MBV : Marie Bernadette VASSEUR

JPF : Jean Patrick Faucher

JFS : Jean François SURTEL

LF : Laurent FRAYSSINET

AL : Armand LEPOT

JFF : Jean-François FOZZANI

8. Achat et revente par la société de ses propres actions

La société MEDIA 6 a poursuivi la mise en œuvre au cours de l'exercice 2011 du programme de rachat d'actions propres qui avait été soumis aux suffrages de l'AG Mixte du 30 mars 2011 (publication le 14 mars 2011 du descriptif du programme de rachat d'actions auprès de l'AMF).

Les informations relatives aux négociations de titres MEDIA 6 intervenues au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011 dans le cadre de ces opérations sont les suivantes :

		Valeur historique des transactions
Nombre d'actions achetées et inscrites au nom de MEDIA 6 SA au 30 septembre 2011	207 906 actions	1 407 892 €
Nombre d'actions achetées au cours de l'exercice	26 071 actions	181 483 €
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice	11 951 actions	79 847 €
Nombre d'actions annulées au cours de l'exercice	0 actions	0 €
Variation du nombre d'actions détenues au cours de l'exercice	14 120 actions	101 636 €
Nombre d'actions achetées et inscrites au nom de MEDIA 6 SA au 30 septembre 2011	222 026 actions	1 509 528 €

Cours net moyen d'achat de l'exercice	6,96 €	
Taux de frais de courtage	2,06%	du montant brut des transactions
Montant des frais de courtage	3 660 €	
Valeur nominale unitaire des actions achetées	3,20 €	
Valeur nominale totale des actions achetées	710 483 €	
Fraction du capital représentée par les actions MEDIA 6 détenues	6,29%	

La valeur nette des actions propres achetées au cours de l'exercice a été enregistrée à la rubrique titres de participation et valeurs mobilières de placement dans les comptes sociaux de la société MEDIA 6 SA. Elle est portée en diminution des fonds propres du Groupe en consolidation.

L'ensemble de ces rachats d'actions propres est désormais effectué dans le cadre général des objectifs qui ont été approuvés par l'AG Mixte des actionnaires du 30 mars 2011 et qui sont par ordre d'intérêt décroissant :

- animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action MEDIA 6 par un Prestataire de Services d'Investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- achat par MEDIA 6 SA pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- attribuer des actions de la société et des filiales du Groupe, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, pour le service des options d'achats d'actions, au titre d'un plan d'épargne entreprise, ou pour l'attribution gratuite d'actions aux salariés en fonction de leurs performances dans l'application des dispositions des articles L 255-197-1 et suivants du Code de Commerce ;
- annulation des titres, sous réserve de l'adoption par une assemblée générale extraordinaire d'une résolution ayant pour objet d'autoriser cette annulation.

9. Evolution du cours de l'action MEDIA 6

Le cours moyen de l'action s'est établi à un niveau moyen de 6,33 € au cours de l'exercice 2011 contre 4,93 € pour l'exercice 2010 avec un volume moyen de transactions mensuelles de 6 663 titres à rapprocher des 20 657 titres échangés en moyenne au cours des 12 mois de l'année précédente.

Mois	Cours moyen de clôture		Nombre de titres échangés au cours du mois	
	Exercice clos le 30/09/2010	Exercice clos le 30/09/2011	Exercice 2010	Exercice 2011
Octobre	2009-2010	5,10 €	5,26 €	31 987
Novembre	2009-2010	4,87 €	5,11 €	20 075
Décembre	2009-2010	4,54 €	5,10 €	20 394
Janvier	2010-2011	4,96 €	5,88 €	21 734
Février	2010-2011	4,76 €	7,53 €	9 481
Mars	2010-2011	4,31 €	7,39 €	26 703
Avril	2010-2011	4,90 €	7,28 €	46 684
Mai	2010-2011	5,15 €	6,82 €	10 048
Juin	2010-2011	5,08 €	6,97 €	53 220
Juillet	2010-2011	5,10 €	6,68 €	4 576
Août	2010-2011	5,16 €	6,32 €	287
Septembre	2010-2011	5,21 €	5,64 €	2 696
Moyennes		4,93 €	6,33 €	20 657
				6 663

La capitalisation boursière de MEDIA 6 SA établie sur la base du cours moyen de 6,33 € pour 3 307 974 actions (3 530 000 actions composant le capital sous déduction de 222 026 actions détenues en propre au 30 septembre 2011) ressort à 20 939 K€, ce qui représente une valeur inférieure de 13 138 K€ par rapport aux capitaux propres du Groupe au 30 septembre 2011 (34 077 K€).

10. Répartition du capital et des droits de vote

A la date du 30 novembre 2011 la répartition du capital entre les principaux actionnaires se présentait de la manière suivante :

Actionnaires	Nombre d'actionnaires	% du capital	Nombre de titres	Droits de vote	% droits de vote
Actionnariat majoritaire :					
SARL VASCO	1	52,31%	1 846 471	3 589 071	60,97%
Famille VASSEUR	6	15,88%	560 629	1 120 830	19,04%
S/T famille VASSEUR	7	68,19%	2 407 100	4 709 901	80,02%
MEDIA 6 SA auto-détention	Neutralisé	6,30%	222 448	Neutralisé	Néant
Actionnariat public significatif :					
FCP STOCK PICKING FRANCE	1	7,77%	274 227	274 227	4,66%
JP FAUCHER	1	2,94%	103 680	207 360	3,52%
ZENLOR (SASU)	1	2,63%	92 710	92 710	1,58%
Famille VEZZI	3	2,30%	81 250	162 500	2,76%
S/T actionnariat majoritaire et public significatif	13	90,13%	3 181 415	5 446 698	92,53%
Autre actionnariat public	n.d.	9,87%	348 585	439 527	7,47%
S/T actionnariat public	n.d.	25,51%	900 452	1 176 324	19,98%
TOTAL	n.d.	100,00%	3 530 000	5 886 225	100,00%

La détention du capital de la société au cours de l'exercice a évolué de la façon suivante : FCP STOCK PICKING France a légèrement diminué sa participation (7,77% contre 7,96%), ZENLOR a pris une participation de 2,63%, et OPTI GESTION a réduit sa participation qui devient non significative (0,53%). Le pourcentage des droits de vote de la famille VASSEUR est passé de 79,2% au 30 novembre 2010 à 80,0% au 30 novembre 2011.

11. Opérations sur les titres de la société réalisés par les dirigeants au cours de l'exercice et déclarées à l'AMF

Au titre de l'exercice écoulé, aucune opération n'a été réalisée par les dirigeants sur les titres de la société.

12. Dividendes

Le Conseil d'Administration de Media 6 SA ne proposera pas de distribution de dividende à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

Conformément aux dispositions légales, le montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices est rappelé ci-après :

Dividendes versés	Dividende net
30/09/2010	-
30/09/2009	-
30/09/2008	0,17 €

13. Tableau des 5 derniers exercices de MEDIA 6 SA (Comptes sociaux)

Valeurs en K€

	au 30 sept. 2007	au 30 sept. 2008	au 30 sept. 2009	au 30 sept. 2010	au 30 sept. 2011
Capital	11 296	11 296	11 296	11 296	11 296
Nombre d'actions	3 530 000	3 530 000	3 530 000	3 530 000	3 530 000
Chiffre d'affaires	6 646	7 484	7 542	7 332	6 706
Résultat avant IS, dot. amort. & prov.	2 878	3 509	2 521	8 392	3 707
Dot. nettes amort & provisions	732	(127)	(3 646)	(6 023)	(1 982)
Impôt sur les sociétés	(136)	(299)	1 446	1 721	610
Résultat après impôt	3 474	3 083	321	4 090	2 335
Résultat distribué	587	586			
Par actions (en €)					
Résultat après impôt avant prov.	0,78	0,91	1,12	2,86	1,22
Résultat après impôt	0,98	0,87	0,09	1,16	0,66
Résultat distribué par action	0,17	0,17	0,00	0,00	0,00
Personnel	37	41	47	35	39

- II -

COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS

DU GROUPE MEDIA 6

ARRÊTÉS AU 30 SEPTEMBRE 2011

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE au 30 septembre 2011 (Valeurs en K€)

ACTIF	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2010	Septembre 2011
Goodwill	2.1	9 656	7 815
Immobilisations incorporelles	2.2	103	100
Immobilisations corporelles	2.3	24 538	19 201
Immeubles de placement	2.3	3 200	5 150
Autres actifs financiers	2.4	375	204
Impôts différés	3.7	258	1 509
Autres actifs non courants		1 216	1 212
Total Actifs non courants		39 346	35 191
Stocks et en-cours	2.5	7 426	6 638
Clients et autres débiteurs	2.6	19 494	16 640
Créance d'impôt et autres actifs courants	2.7	1 043	806
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.8	9 030	6 979
Total Actifs courants		36 993	31 063
TOTAL ACTIF		76 339	66 254

PASSIF	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2010	Septembre 2011
Capital	2.9	11 296	11 296
Actions propres		(1 408)	(1 510)
Réserves de conversion		212	(48)
Réserves Groupe		26 999	23 708
Résultat de période		(3 444)	624
Total Capitaux propres (Part du Groupe)		33 655	34 070
Intérêts minoritaires		641	7
Total des Capitaux propres		34 296	34 077
Passifs financiers non courants	2.10	5 910	3 308
Engagements envers le personnel	2.11	1 056	815
Autres provisions	2.11	491	649
Impôts différés (passifs)	3.7	4 270	3 630
Autres passifs non courants		90	77
Total Passifs non courants		11 817	8 479
Passifs financiers courants	2.10	2 021	1 524
Provisions	2.11	918	111
Fournisseurs et autres crébiteurs	2.12	23 866	21 117
Dettes d'impôt		17	82
Autres passifs courants	2.13	3 404	864
Total Passifs courants		30 226	23 698
Total des Passifs		42 043	32 177
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		76 339	66 254

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE au 30 septembre 2011 (Valeurs en K€)

Rubriques	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2010	Septembre 2011
Chiffre d'affaires	3.0	67 019	78 574
Autres produits de l'activité		254	91
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		(206)	(675)
Total Activité		67 067	77 990
Achats consommés		(29 405)	(40 873)
Charges externes		(9 197)	(8 543)
Charges de personnel	3.2	(25 634)	(24 595)
Impôts et taxes		(1 730)	(1 504)
Dotations aux amortissements	3.3	(3 211)	(2 569)
Dotations nettes aux provisions	3.3	319	(131)
Autres produits et charges d'exploitation	3.4	(1 469)	(678)
Résultat opérationnel courant		(3 260)	(903)
Résultat sur cession de participations consolidées	3.5		85
Dépréciation des écarts d'acquisition	2.1	(279)	
Variations de juste valeur	3.6		(148)
Autres produits et charges opérationnels	3.6	(1 169)	1 161
Résultat opérationnel	3.1	(4 708)	195
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		28	17
Coût de l'endettement financier brut		(331)	(279)
Coût de l'endettement financier net	3.7	(303)	(262)
Autres produits et charges financiers	3.7	273	(476)
Résultat avant impôt		(4 738)	(543)
Impôt sur le résultat	3.8	1 296	1 169
Résultat après impôt		(3 442)	626
Résultat net de l'ensemble consolidé	3.1	(3 442)	626
<i>Part du Groupe</i>		(3 444)	624
<i>Part des minoritaires</i>		2	2
Résultat net par action (<i>en € calculé sur Part du Groupe</i>)	3.9	(0,98)	0,18
Résultat net dilué par action (<i>en € calculé sur Part du Groupe</i>)	3.9	(0,98)	0,18

ETAT DU RESULTAT GLOBAL au 30 septembre 2011 (Valeurs en K€)

Rubriques	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2010	Septembre 2011
Résultat net consolidé	3.1	(3 442)	626
Produits et charges non comptabilisées en résultat			
Ecart de conversion sur entités étrangères		124	260
Résultat global total		(3 318)	886
<i>Part du Groupe</i>		(3 320)	884
<i>Part des minoritaires</i>		2	2

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉS au 30 septembre 2011 (Valeurs en K€)

Rubriques	Notes Annexes	Exercices	
		Septembre 2010	Septembre 2011
Résultat net total consolidé		(3 442)	626
Ajustements :			
Elimination des amortissements et provisions	a	4 424	2 490
Elimination des profits / pertes de réévaluation			(377)
Elimination des résultats de cession et pertes/profits de dilution		92	199
Elimination des produits de dividendes			
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions			
MBA après coût de l'endettement financier net et impôt		1 074	2 938
Elimination de la charge (produit) d'impôt		(1 296)	(1 169)
Elimination du coût de l'endettement financier net		303	262
MBA avant coût de l'endettement financier net et impôt		81	2 031
Variation des stocks		(654)	641
Variation des créances d'exploitation		(3 537)	(1 185)
Variation des dettes d'exploitation		5 225	(2 544)
Incidence de la variation du BFR	b	1 034	(3 088)
Impôts payés	c	905	(242)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		2 020	(1 299)
Incidence des variations de périmètre	d	(13)	3 341
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(1 067)	(1 048)
Acquisition d'actifs financiers			
Variation des prêts et avances consentis		31	(15)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		125	
Cession d'actifs financiers			1
Dividendes reçus			
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(924)	2 279
Augmentation / (Réduction) de capital			
Cession (acquisition) nette d'actions propres		(202)	(101)
Emission d'emprunts			
Remboursements d'emprunts		(2 024)	(2 660)
Intérêts financiers nets versés		(308)	(263)
Dividendes payés aux actionnaires du Groupe			
Dividendes payés aux minoritaires		(4)	(1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(2 538)	(3 025)
Incidence de la variation des taux de change		5	(5)
VARIATION DE LA TRESORERIE		(1 437)	(2 050)
Trésorerie d'ouverture		10 466	9 029
Trésorerie de clôture (*)		9 029	6 979
<i>(*) dont</i>			
<i>Titres de placement</i>		3 970	4 788
<i>Disponibilités</i>		5 060	2 191
<i>Concours bancaires</i>		(1)	0
Trésorerie nette en fin de période		9 029	6 979

NOTES ANNEXES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉS au 30 septembre 2011

Note a : Amortissements et provisions

La principale variation découle de la reprise de provisions pour charges non récurrentes relatives aux PSE liés au regroupement des activités carton et plastique sur un seul site.

Note b : Variation du BFR

Outre l'augmentation d'activité sur l'exercice, la variation négative du BFR est principalement due au poste autres dettes (variation de PCA - produits constatés d'avance), à une augmentation des stocks, à l'incidence de la cession de PRUGENT EBENISTERIE et au règlement de ristournes clients sur l'Asie provisionnées à la reprise des sociétés ARTIUM Ltd et ARTIUM PRODUCTION Ltd.

Note c : Impôts payés

La variation constatée s'explique par le carry-back au titre de l'exercice 2009 versé en 2010.

Note d : Variations de périmètre

Il s'agit essentiellement de l'incidence de la cession des sociétés PRUGENT EBENISTERIE et MEDIASIXTE LANNEMEZAN.

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (*Valeurs en K€*)

	Nombre d'actions	Capital	Réserves	Résultats	Total Capitaux propres	Contribution Groupe	Intérêts hors Groupe
Au 30 septembre 2009	3 530 000	11 296	29 807	(3 024)	38 079	37 425	654
Dividendes distribués par la société Mère			(2)		(2)		(2)
Dividendes distribués par les filiales			(3 024)				
Affectation du Résultat de l'exercice précédent				3 024			
Résultat net de l'exercice 2010				(3 442)	(3 442)		2
Elimination des actions propres			(198)		(198)		
Ecart de conversion			(124)		(124)		
Autres variations			(17)		(17)	(4)	(13)
Au 30 septembre 2010	3 530 000	11 296	26 442	(3 442)	34 296	33 655	641
Dividendes distribués par la société Mère			(1)		(1)		(1)
Dividendes distribués par les filiales			(3 442)				
Affectation du Résultat de l'exercice précédent				3 442			
Résultat net de l'exercice 2011				626	626	624	2
Elimination des actions propres			(101)		(101)		
Ecart de conversion			(36)		(36)	(36)	
Variation de périmètre (*)			(528)		(528)	107	(635)
Perte de valeur sur immobilisations (**)			(54)		(54)	(54)	
Autres variations			(125)		(125)	(125)	
Au 30 septembre 2011	3 530 000	11 296	22 155	626	34 077	34 070	7

(*) Il s'agit de l'incidence de la prise de participation complémentaire dans MEDIA 6 PHARMACIE, retraitée selon la norme IFRS 3 révisée qui implique la diminution des réserves consolidées du fait de l'augmentation de la valeur de la filiale depuis l'acquisition originelle.

(**) Le Groupe a pris la décision de mettre en location l'immeuble de Francières à compter de décembre 2010. Ce bien a donc été amorti jusqu'à la date du changement d'utilisation conformément à la norme IAS 16. La différence entre la valeur comptable du bien et sa juste valeur à la date du changement d'utilisation a été imputée en diminution des capitaux propres.

- III -

**ANNEXE
AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS**

DU GROUPE MEDIA 6

ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2011

PARTIE 1 : REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés au 30 septembre 2011 sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos le 30 septembre 2010 étant précisé que les nouvelles normes et interprétations obligatoires à compter du 1^{er} octobre 2010 ont été appliquées par le Groupe :

IFRIC 12 : accord de concessions de service (29/03/09)
IFRIC 16 : couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger (01/07/09)
IFRIC 18 : transferts d'actifs provenant de clients (31/10/09)
IFRIC 17 : distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires (31/10/09)
IFRIC 15 : accords pour la construction d'un bien immobilier (01/01/10)
IFRS 3 révisée : regroupement d'entreprise - phase 2 (01/07/09)
Amendement IAS 27 : états financiers consolidés et individuels (01/07/09)
Amendement IAS 39 : instruments financiers : comptabilisation et évaluation (01/07/09)
Amendement à IFRS 5 : annual improvements Mai 2008 (01/07/09)
Amendement à IFRS 2, IFRS 5, IFRS 8, IAS 1, IAS 7, IAS 17, IAS 36 : annual improvements Avril 2009 (01/07/09)
Amendements à IFRS 2 : transactions intra-groupe réglées en trésorerie (01/01/10)

L'ensemble de ces normes est sans incidence significative sur le Groupe.

Le Groupe MEDIA 6 n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes, amendements ou interprétations adoptés par l'Union Européenne mais d'application non obligatoire à ce stade :

Amendement à IAS 32 : classement des émissions de droits
IAS 24 révisée : information relative aux parties liées
Modification IFRIC 14 : paiements d'avance d'exigences de financement minimal
IFRIC 19 : extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres
Améliorations aux IFRS : Mai 2010

Le Groupe MEDIA 6 n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes, amendements ou interprétations déjà publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne ou adoptés au niveau européen mais d'application non obligatoire à ce stade :

IFRS 9 : instruments financiers – phase 1 : classement et évaluation
Amendement à IFRS 7 : informations à fournir sur les transferts d'actifs financiers
Amendement à IAS 12 : impôt différé : recouvrement d'actifs sous-jacents
IFRS 10 : états financiers consolidés
IFRS 11 : accords conjoints
IFRS 12 : informations à fournir sur les participations dans d'autres entités
IFRS 13 : évaluation à la juste valeur
IAS 27 révisée : états financiers individuels
IAS 28 révisée : participations dans des entreprises associées et des co-entreprises
Amendements à IAS 19 : avantages au personnel
Amendements à IAS 1 : présentation des autres éléments du résultat global (OCI)

Le Groupe MEDIA 6 est en cours d'analyse de ces nouvelles normes. Il n'attend pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du fait de leur application.

Les premiers comptes publiés selon les normes IFRS ont concerné l'exercice clos au 30 septembre 2006. Le Groupe MEDIA 6 a retenu les méthodes et options suivantes :

- immobilisations : conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 1, la direction du Groupe a choisi d'évaluer ses bâtiments d'exploitation (constructions et agencements) détenus par les entités françaises, en pleine propriété ou en crédit-bail des entités françaises, à la juste valeur au 1^{er} octobre 2004. A cet effet,

chacun des sites concernés a fait l'objet d'une expertise spécifique conduite par un cabinet indépendant reconnu.

Les valeurs vénale ainsi établies constituent les nouvelles valeurs brutes au bilan d'ouverture IFRS et les futures bases d'amortissement. Sur la base d'une analyse technique des bâtiments réalisée par le même cabinet d'expertise, la nouvelle valeur brute de chacun des bâtiments a été ventilée en trois composants : gros œuvre, toiture et couverture, ouvrants et agencements.

La Direction estime que leur amortissement doit être pratiqué, à compter du 1^{er} octobre 2004, en tenant compte d'une valeur résiduelle nulle, selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité résiduelles par bâtiment et composant, établies par le cabinet d'expertise. Celles-ci sont comprises dans les intervalles indiqués ci-après :

Gros œuvre	de 15 à 60 ans
Toiture et couverture	de 5 à 40 ans
Ouvrants et agencements	de 2 à 10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont évaluées sur base de la valeur historique soit à la date de leur mise en service, soit à leur date d'entrée dans le Groupe.

Les amortissements ont été recalculés en tenant compte d'une durée d'utilité minimale pour les immobilisations les plus significatives, selon le mode linéaire (le mode dégressif demeurera uniquement en social), de façon rétrospective, et sans tenir compte de valeurs résiduelles.

- stock-options : les plans d'options d'achat d'actions octroyés par le Groupe à certains de ses salariés et dirigeants ont été retraités conformément à IFRS 2 de manière totalement rétrospective (modèle de valorisation Black & Scholes). La norme requiert la constatation en résultat par contrepartie des réserves d'une charge équivalente au montant des services rendus par les bénéficiaires de stocks options.
- avantages au personnel : au regard de la norme IAS 19, les indemnités de départ en retraite dues par le Groupe en application des dispositions légales ont été recalculées en prenant en compte les hypothèses actuarielles requises : revalorisation salariale, incidence des charges sociales, taux d'actualisation fondé sur les obligations de 1^{ère} catégorie.
- impôts différés : les impôts différés constatés correspondent aux effets des ajustements IFRS comptabilisés.

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement de la situation consolidée portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite (note 2.11) et la valorisation des écarts d'acquisition (notes 2.1 et 2.3.1) et l'évaluation des ensembles immobiliers (note 2.3)

Le contexte actuel de la crise économique rend plus complexe l'élaboration de perspectives en termes d'activité, de financement ainsi que la préparation des comptes, notamment en matière d'estimations comptables.

Dans chacune des rubriques concernées de l'annexe sont mentionnées les règles spécifiques afférentes.

Les comptes annuels consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 6 janvier 2012.

Note 1.0 : Faits marquants de l'exercice

- L'exercice écoulé aura été marqué par un très fort développement de l'activité en Chine (12,1 M€ à comparer à 4,6 M€ de 2010) grâce à deux contrats importants représentant environ 6,8 M€. L'accès au standard de qualité Groupe a en revanche généré des coûts de production bien supérieurs à ceux initialement escomptés, pénalisant fortement le résultat de la filiale.
- La filiale DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Co Ltd (statut de VFOE : Wholly Foreign Owned Enterprise) est désormais pleinement opérationnelle.
- En septembre 2011, MEDIA 6 SA a racheté 33,4% des parts de sa filiale MEDIA 6 PHARMACIE, ce qui lui permet de détenir désormais 100% des titres.
- A la suite du rachat des parts de MEDIA 6 PHARMACIE par MEDIA 6 SA, cette dernière détient désormais indirectement 100% des titres de MEDIA 6 INSTALLATION, filiale qui pilote l'ensemble des activités installation du Groupe.
- Afin d'adapter ses moyens à la nouvelle configuration du marché, le Groupe a élaboré et proposé en 2010 un projet de réorganisation de ses activités carton et plastique qui prévoyait :

Le regroupement des activités industrielles carton et plastique sur un site industriel unique, en l'occurrence celui de La Ferté Milon (site de MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE) ;
La fusion des sociétés MEDIA 6 PRODUCTION CARTON (absorbée) et MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE (absorbante) avec un changement de dénomination sociale en MEDIA 6 PRODUCTION PLV ;
Des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) associés à la suppression de 63 postes de travail pour l'ensemble des activités concernées.

Les Assemblées Générales du 7 février 2011 tenues dans les sociétés concernées ont avalisé la fusion à effet rétroactif au 1^{er} octobre 2010 ainsi que le changement de dénomination sociale.

Sur le plan opérationnel, le fonctionnement de la nouvelle entité a été perturbé sur le 1^{er} semestre à cause du faible nombre de salariés de l'activité carton acceptant le transfert sur le site commun de La Ferté Milon. Il a fallu ainsi combler pendant cette période un déficit d'expérience acquise. Le résultat de la filiale demeure ainsi déficitaire pour l'exercice en cours, mais à un niveau considérablement réduit par rapport à l'exercice précédent pour les deux filiales concernées.

Note 1.1 : Périmètre et méthode de consolidation

Tous les états financiers des sociétés du Groupe qui figurent dans le périmètre sont intégrés globalement, le Groupe y exerçant un contrôle exclusif.

Le périmètre d'intégration a évolué de la façon suivante au cours de l'exercice 2010/2011 :

- cession des sociétés PRUGENT EBENISTERIE et MEDIASIXTE LANNEMEZAN à compter au 1^{er} août 2011. Ces sociétés, acquises en 2006, ont été rachetées par leur Président historique, Christian PRUGENT.
- Déconsolidation de la société COLORMEDIA qui a été liquidée fin décembre 2011.

PERIMETRE D'INTEGRATION DU GROUPE MEDIA 6 - (1/2)

Sociétés	Adresse	RCS	% d'intérêts
MEDIA 6 SA	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	311 833 693	Mère
<u>Sociétés de services</u>			
MEDIA 6 DESIGN	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	712 015 650	99,82%
MEDIA 6 PHARMACIE	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	303 525 877	100,00%
MEDIA 6 AGENCEMENT	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	311 508 543	100,00%
MEDIA 6 INSTALLATION	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	394 882 161	100,00%
<u>Sociétés de production et de commercialisation</u>			
MEDIA 6 PRODUCTION PLV <i>(ex-MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE)</i>	ZI de l'écorcherie 02460 - La Ferté Milon	413 902 214	100,00%
MEDIA 6 PRODUCTION METAL	15, rue Auguste Villy 69550 - Amplepuis	484 325 618	100,00%
MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	484 253 695	100,00%
ALDIGE	ZI de la Seiglerie 44270 - Machecoul	484 245 295	100,00%
MEDIACOLOR SPAIN	7 Carrasco I Formiguera 08302 - Mataro (Espagne)		99,92%
MEDIA 6 ASIA	8/F., Tower 1, Tern Centre 237, Queen's Road Central (Hong-Kong)		100,00%
MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd	Unit 01, 21/F., Tower One, Lippo Centre 89, Queensway (Hong Kong)		100,00%
ARTIUM PRODUCTION Ltd	Unit 01, 21/F., Tower One, Lippo Centre 89, Queensway (Hong Kong)		100,00%
DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Ltd	Dongguan City, Liaobu Town, Xin Jiu Wei Liang Ping Avenue, Lane 3, Number 86		100,00%
MEDIA 6 ROMANIA	Str. Pompelor Nr. 3 100411 - Ploiesti (Roumanie)		100,00%

PERIMETRE D'INTEGRATION DU GROUPE MEDIA 6 - (2/2)

Sociétés	Adresse	RCS	% d'intérêts
<u>Sociétés à vocation immobilière</u>			
LA HOTTE IMMOBILIERE (SCI)	ZI de l'écorcherie 02460 - La Ferté Milon	775 546 351	100,00%
MEDIASIXTE (SCI)	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	342 002 276	100,00%
MEDIASIXTE ALDIGE	ZI de la Seiglerie 44270 - Machecoul	412 229 957	100,00%
MEDIASIXTE BOIS	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	378 519 433	100,00%
MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	501 591 721	100,00%
MEDIASIXTE METAL	15, rue Auguste Villy 69550 - Amplepuis	727 380 230	100,00%
MEDIASIXTE CZ <i>(en cours de fermeture)</i>	Cerpadlova 4 190 00 Praha 9 (République Tchèque)		100,00%
QUAI DE SEINE (SCI)	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	393 847 140	100,00%
<u>Sociétés sans activité ou en sommeil</u>			
MEDIA 6 PLV <i>(sans activité)</i>	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	347 574 493	100,00%
COULEUR 6 INC <i>(en sommeil)</i>	1155, boulevard René Levesque Ouest Bureau 2810, Montréal, Québec H3B2L2 Canada		100,00%

PARTIE 2 : NOTES ANNEXES AU BILAN

Note 2.0 : Conversion des états financiers et des opérations en devises

Les comptes des sociétés étrangères (bilan et compte de résultat) ont été convertis au cours de change historique pour les capitaux propres, au cours de clôture en vigueur au 30 septembre 2011 pour les autres postes du bilan et au cours moyen annuel pour le compte de résultat. Cette évaluation des comptes financiers s'est traduite par la comptabilisation d'un écart de conversion en diminution des capitaux propres part du Groupe de 260 K€.

Pour les sociétés françaises, il n'existe pas de risque de change dans la mesure où la totalité des achats et des ventes sont effectués en euros, le chiffre d'affaires à l'export étant lui-même réalisé en euros.

Note 2.1 : Goodwill (*Valeurs en K€*)

Le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition de titres de sociétés consolidées, et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à cette date.

Sociétés	Montant net au 30/09/10	Montant net au 30/09/11
MEDIA 6 PRODUCTION PLV	1 171	1 171
MEDIA 6 DESIGN	1 530	1 530
MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS (<i>ex-MEDIA 6 PRODUCTION BOIS</i>)	1 952	1 952
MEDIA 6 PHARMACIE (<i>ex-MEDIA 6 INSTALLATION MEDIAPHARM</i>)	302	302
MEDIACOLOR SPAIN	432	432
MEDIA 6 INSTALLATION (<i>ex-CHRIS CRAFT</i>)	321	321
PRUGENT EBENISTERIE (<i>sortie du périmètre de consolidation au 01/08/11</i>)	1 841	
MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd	1 054	1 054
ARTIUM PRODUCTION Ltd	1 053	1 053
TOTAL	9 656	7 815

Lors du réexamen annuel de l'ensemble des goodwills, il n'a été apporté aucun correctif à la valorisation des goodwills résiduels tels que calculés au 30 septembre 2011 (voir note 2.4).

Note 2.2 : Immobilisations incorporelles (*Valeurs en K€*)

Immobilisations incorporelles	30/09/10	+	-	30/09/11
Valeur brute	1 625	81	(87)	1 619
Amortissements et dépréciations	(1 522)	(81)	84	(1 519)
TOTAL	103		(3)	100

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de logiciels, amortis linéairement sur 36 mois.

Note 2.3 : Immobilisations corporelles et immeubles de placement

Méthode

En dehors des constructions et agencements des bâtiments d'exploitation en pleine propriété ou en crédit-bail des entités françaises qui ont été évalués à la juste valeur au 1^{er} octobre 2004 sur la base d'une expertise conduite par un cabinet indépendant reconnu, les immobilisations sont évaluées initialement à leur coût, diminué ensuite du cumul des amortissements et des dépréciations.

Les amortissements retenus sont linéaires pour l'ensemble des actifs.

Les principales durées d'utilisation sont rappelées ci-après :

Postes de l'Actif	Durée
Constructions	
• Gros œuvre, structure	de 15 à 60 ans
• Toiture et couverture	de 5 à 40 ans
• Agencements	de 2 à 10 ans
Machines	de 5 à 10 ans
Autres	de 3 à 5 ans

Variation des immobilisations corporelles pour l'exercice 2009-2010 (Valeurs en K€)

Immobilisations corporelles	30/09/09	Acquisit.	Cessions	Autres	30/09/10
Valeurs brutes					
Terrains	1 577				1 577
Constructions	22 566	39	(46)		22 559
Immeubles de placement	3 200				3 200
Matériel et outillage	19 835	511	(709)		19 637
Autres immobilisations corporelles	6 463	167	(1 268)		5 362
Immobilisations corporelles en cours	116	363	(79)		400
Avances et acomptes		6			6
Total valeurs brutes	53 757	1 086	(2 102)		52 741
Amortissements et Dépréciations					
Terrains	(64)	(4)			(68)
Constructions	(3 973)	(1 160)	8		(5 125)
Immeuble de placement					
Matériel et outillage	(14 408)	(1 476)	550		(15 334)
Autres immobilisations corporelles	(4 919)	(803)	1 246		(4 476)
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Total amortissements et dépréciations	(23 364)	(3 443)	1 804		(25 003)
Valeurs nettes					
Terrains	1 513	(4)			1 509
Constructions	18 593	(1 121)	(38)		17 434
Immeuble de placement	3 200				3 200
Matériel et outillage	5 427	(965)	(159)		4 303
Autres immobilisations corporelles	1 544	(636)	(22)		886
Immobilisations corporelles en cours	116	363	(79)		400
Avances et acomptes		6			6
Total valeurs nettes	30 393	(2 357)	(298)		27 738

Variation des immobilisations corporelles pour l'exercice 2010-2011 (Valeurs en K€)

Immobilisations corporelles	30/09/10	Acquisit.	Cessions	Reclassement	30/09/11
Valeurs brutes					
Terrains	1 577		(37)	(192)	1 348
Constructions	22 559	636	(2 336)	(2 681)	18 178
Immeubles de placement	3 200			1 950	5 150
Matériel et outillage	19 637	398	(1 131)	69	18 973
Autres immobilisations corporelles	5 362	433	(718)	26	5 103
Immobilisations corporelles en cours	400	34		(311)	123
Avances et acomptes	6			(6)	
Total valeurs brutes	52 741	1 501	(4 222)	(1 145)	48 875
Amortissements et Dépréciations					
Terrains	(68)	(3)			(71)
Constructions	(5 125)	(1 617)	697	1 146	(4 899)
Immeuble de placement					
Matériel et outillage	(15 334)	(1 167)	1 067	(1)	(15 435)
Autres immobilisations corporelles	(4 476)	(327)	684		(4 119)
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Total amortissements et dépréciations	(25 003)	(3 114)	2 448	1 145	(24 524)
Valeurs nettes					
Terrains	1 509	(3)	(37)	(192)	1 277
Constructions	17 434	(981)	(1 639)	(1 535)	13 279
Immeuble de placement	3 200			1 950	5 150
Matériel et outillage	4 303	(769)	(64)	68	3 538
Autres immobilisations corporelles	886	106	(34)	26	984
Immobilisations corporelles en cours	400	34		(311)	123
Avances et acomptes	6			(6)	
Total valeurs nettes	27 738	(1 613)	(1 774)		24 351

L'immeuble de Saint-Denis (ancien siège social du Groupe appartenant à la société QUAI DE SEINE) a été considéré comme immeuble de placement à la clôture au 30 septembre 2009.

A la suite du regroupement des activités carton et plastique sur le site de La Ferté Milon courant novembre 2010, l'immeuble de Francières (appartenant à la société MEDIASIXTE et utilisé par l'ancienne société MEDIA 6 PRODUCTION CARTON) a également été considéré comme immeuble de placement.

Lors de l'arrêté des comptes, une analyse de la juste valeur de chacun de ces immeubles a été effectuée :

- Pour l'immeuble de Saint-Denis, l'évaluation a été faite à partir du bail commercial signé en octobre 2011 et des conditions particulières associées (option d'achat pendant les 3 premières années du bail). Il en est résulté une dépréciation d'un montant de -525 K€ présentée au compte de résultat sous la rubrique « Variations de juste valeur ».
- Pour l'immeuble de Francières, une expertise de la valeur vénale du patrimoine immobilier a été réalisée qui a conduit à réajuster la valeur prise en compte au moment de la première comptabilisation comme immeuble de placement, soit un impact de +377 K€ imputé également sous la rubrique « Variations de juste valeur »..

Au total, les variations de juste valeur des immeubles de placement sur l'exercice ont représenté -148 K€ (voir note 3.6).

Crédit bail (Valeurs en K€)

Les biens en crédit bail font l'objet d'un retraitemet et ont été portés dans les comptes d'actifs correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété, le solde restant dû ayant été porté au passif. Les loyers ont été ventilés entre les postes de dotations aux amortissements et de frais financiers. Les principaux contrats en cours concernent les locaux et des matériels industriels des sociétés MEDIASIXTE ALDIGE, MEDIASIXTE BOIS, MEDIASIXTE METAL.

Immobilisations en crédit bail	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeurs nettes au 30/09/11
		exercice	cumul	
Terrains	51			51
Constructions	3 443	(252)	(2 564)	879
Autres immobilisations corporelles	154		(154)	
TOTAUX	3 648	(252)	(2 718)	930

Engagements de crédit bail	Redevances			Prix d'achat résiduel
	payées		à payer	
	exercice	cumul	total	
Terrains et constructions	332	3 102	717	
Installations techniques - matériels				
TOTAUX	332	3 102	717	

Engagements de crédit bail	Redevances à payer			
	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total
Terrains et constructions	185	532		717
Installations techniques - matériels				
TOTAUX	185	532		717

Note 2.3.1 : Tests de valorisation des actifs immobilisés

Des tests de valorisation sont pratiqués par Unités Génératrices de Trésorerie (entités juridiques en France et à l'étranger) pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte potentielle de valeur existe, et au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, principalement les goodwills. Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure au montant le plus élevé de leur valeur d'utilité ou de cession, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence.

La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs (valeur des free cash flows actualisés sur 5 ans au taux de 10% (taux sans risque + (prime de marché x coefficient β)), valeur finale égale à la rente du dernier free cash flow actualisé à l'infini avec ou sans croissance). La variation de +/- 1 point du taux d'actualisation et du taux de croissance ne remet pas en cause ces valeurs.

Les données utilisées dans le cadre de la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés proviennent des budgets annuels et plans pluriannuels établis par la Direction du Groupe

Aucune dépréciation n'a été constatée au 30 septembre 2011.

Note 2.4 : Autres actifs financiers

La diminution de ce poste par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement de la dépréciation durable des titres QUIVIDI pour -200 K€.

Note 2.5 : Stocks et en cours

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les critères retenus pour déprécier les stocks sont ceux couramment admis et une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de réalisation devient inférieure au coût de revient enregistré.

Les en-cours sont valorisés en fonction de l'avancement de chacune des affaires. La valorisation est établie sur la base des coûts de production.

La société conçoit et fabrique des produits spécifiques pour chacun de ses clients. Il n'existe donc pas de « catalogue produits » ni de « tarif produits » remis aux clients. Chaque marché est négocié sous forme d'appel d'offres en tenant compte du prix des matières premières au moment de la négociation avec le client. Le prix remis au client est garanti pour une période équivalente à la garantie de prix fournie par les fournisseurs. Il n'existe donc pas de risque prix matière.

Stocks et en-cours de production	30/09/10	30/09/11
Matières premières	3 510	2 908
En-cours de production	1 529	1 225
Produits finis	2 651	2 279
Marchandises	8	570
Total stocks bruts	7 698	6 982
Matières premières	(199)	(228)
En-cours de production	(9)	(11)
Produits finis	(64)	(105)
Marchandises		
Total dépréciations	(272)	(344)
Total stocks nets	7 426	6 638

Note 2.6 : Crédances clients et autres débiteurs (Valeurs en K€)

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et sont à moins d'un an. Une dépréciation ou perte de valeur est constatée dans le cas où un litige est identifié ou lorsqu'il existe un risque de survenance d'impayé.

Crédances clients et autres créances	30/09/10	30/09/11
Crédances clients (<i>brutes</i>)	17 243	14 308
Dépréciations	(1 158)	(1 032)
Crédances clients (<i>nettes</i>)	16 085	13 276
Crédances sur personnel et organismes sociaux	64	64
Crédances fiscales	1 428	1 616
Autres crédances (<i>brutes</i>)	1 917	1 684
Dépréciations		
Autres crédances (<i>nettes</i>)	1 917	1 684
Total crédances clients et autres débiteurs (<i>nettes</i>)	19 494	16 640

Les échéances des créances clients au 30 septembre 2011 s'analysent comme suit, étant précisé que l'échu à plus de 360 jours est majoritairement constitué de créances douteuses provisionnées à 100% (base HT) :

Échéances créances clients	30/09/10	30/09/11
Non échu	13 440	10 154
Echu de 1 à 90 jours	1 574	2 197
Echu de 91 à 180 jours	316	261
Echu de 180 à 360 jours	282	99
Echu > 360 jours	1 631	1 597
Total créances clients (brutes)	17 243	14 308

Note 2.7 : Créances d'impôt et autres actifs courants (Valeurs en K€)

Créances d'impôt et autres actifs courants	30/09/10	30/09/11
Créance d'impôt	329	439
Prêts et cautionnement à moins d'un an	16	2
Charges constatées d'avance	698	365
Total autres actifs courants	1 043	806

Le montant de la créance d'impôt intègre 372 K€ au titre de crédits d'impôt obtenus et remboursés post-clôture.

Note 2.8 : Trésorerie et équivalents de trésorerie (Valeurs en K€)

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, puis à chaque clôture à la juste valeur correspondant à la valeur du marché.

Trésorerie et équivalents de trésorerie	30/09/10	30/09/11
Équivalents de trésorerie (Sicav et FCP monétaires)	3 970	4 788
Trésorerie	5 060	2 191
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 030	6 979

Note 2.9 : Capitaux propres

Au 30 septembre 2011, le capital social de 11 296 K€ est composé de 3 530 000 actions d'une valeur nominale de 3,20 €, de même catégorie et entièrement libérées.

Dans le cadre du programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée Générale Mixte du 30 mars 2011, la société MEDIA 6 détenait 222 026 actions en propre au 30 septembre 2011 comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant de 1 510 K€.

Note 2.10 : Passifs financiers

L'endettement financier global (courant et non courant) a diminué depuis le 30 septembre 2010, passant de 7 931 K€ à 4 832 K€.

Variation des emprunts et dettes financières (Valeurs en K€)

Passif non courants	30/09/10	+	-	Reclass.	30/09/11
Emprunts auprès d'établissements de crédit	4 791		(686)	(1 335)	2 770
Emprunts (crédit-bail)	1 077		(421)	(159)	497
Autres emprunts et dettes assimilées	42		(1)		41
Total Passifs non courants	5 910		(1 108)	(1 494)	3 308

Passifs courants	30/09/10	+	-	Reclass.	30/09/11
Emprunts auprès d'établissements de crédit	1 689		(1 689)	1 335	1 335
Emprunts (crédit-bail)	297		(297)	159	159
Concours bancaires	1		(1)		
Autres emprunts et dettes assimilées	4		(4)		
Intérêts courus sur emprunts	30	4	(4)		30
Total Passifs courants	2 021	4	(1 995)	1 494	1 524

Echéancier des emprunts et dettes financières (Valeur en K€)

Nature des emprunts et dettes financières	30/09/11	Échéance		
		- 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus 5 ans
Emprunts bancaires à taux variables	1 222	398	824	
Emprunts bancaires à taux fixes	2 883	937	1 946	
Crédit-bail immobilier	656	159	497	
Autres emprunts et dettes assimilées	41		41	
Banques créditrices		1		
Intérêts sur emprunts	30	30		
TOTAL	4 832	1 525	3 308	0

La quasi-totalité des passifs financiers est concentrée sur l'activité Services du Groupe (MEDIA 6 SA et sociétés immobilières).

Les passifs financiers par année se décomposent comme suit :

	du 01/10/11 au 30/09/12	du 01/10/12 au 30/09/13	du 01/10/13 au 30/09/14	du 01/10/14 au 30/09/15	du 01/10/15 au 30/09/16	Total
Emprunts banc. à taux variable - nominal	398	407	417			1 222
Emprunts banc. à taux variable - intérêts	26	16	6			48
Emprunts banc. à taux fixe - nominal	937	856	635	455		2 883
Emprunts banc. à taux fixe - intérêts	111	73	39	10		233
Crédit-bail immobilier - nominal	159	165	131	122	79	656
Crédit-bail immobilier - intérêts	25	18	11	6	1	61
Autres emprunts et dettes assimilés		41				41
Banques créditrices						0
TOTAL	1 656	1 576	1 239	593	80	5 144

Risque de taux d'intérêt

Les emprunts du Groupe essentiellement contractés et enregistrés dans les comptes de MEDIA 6 SA sont soit à taux variables indexés sur l'Euribor 3 mois, soit à taux fixe.

L'emprunt de 1 420 K€ de 2009 à taux variable est couvert par un SWAP de taux (taux fixe de 2,72% spread compris).

Risque de change

Le Groupe MEDIA 6 est peu exposé aux risques de change compte tenu de la prépondérance de l'euro dans les volumes d'achats et de ventes.

Les filiales qui sont localisées en dehors de la zone euro - MEDIA 6 ROMANIA, MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd, ARTIUM PRODUCTION Ltd, DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Co Ltd - et qui peuvent être amenées à enregistrer à l'échelle locale des écarts de change non négligeables demeurent toutefois non significatives de ce point de vue à l'échelle du Groupe.

En tout état de cause, si les circonstances l'exigent, des couvertures spécifiques sont constituées sur la base des parités contractuelles tant à l'achat (fournisseurs) qu'à la vente (clients) dès lors qu'un risque potentiel est identifié.

Risque clients

Le risque de non recouvrement des créances clients est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de sa clientèle et pour certains nouveaux clients par la détermination d'en-cours résultant d'analyses financières spécifiques. Les créances sont réparties sur environ 500 clients (entités juridiques différentes), dont aucun ne dépasse 10% du chiffre d'affaires consolidé.

Note 2.11 : Engagements envers le personnel et autres provisions (Valeurs en K€)

Indemnités de fin de carrière

Le risque de départ en retraite est provisionné dans les conditions suivantes :

Salariés concernés	tous les salariés en CDI
Date départ à la retraite	60 à 67 ans
Base	Indemnité conventionnelle de départ en retraite
Probabilité du risque	jusqu'à 40 ans d'âge \Rightarrow de 1,5% à 15% de risque de 41 ans à 50 ans d'âge \Rightarrow de 18% à 45% de risque de 51 ans à 67 ans d'âge \Rightarrow de 50% à 100% de risque
Taux moyen revalorisation des salaires	1%
Taux moyen charges soc. patronales	45%
Actualisation	3,10 % au 30/09/10 et 4,61 % au 30/09/11 (Source Taux iBoxx Corporates AA)

Cette provision est destinée à faire face aux engagements correspondant à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon une méthode prospective prenant en compte l'ancienneté, l'espérance de vie (table de mortalité 2009) et le taux de rotation du personnel, ainsi que des hypothèses de revalorisation et d'actualisation. Ce calcul tient compte de la nouvelle loi sur les départs à la retraite.

A partir de ces hypothèses, l'impact annuel enregistré en résultat courant se décompose comme suit :

- Coût des services rendus : -95 K€
- Coût financier : -31 K€
- Impact des variations actuarielles : +186 K€
- Impact des entrées/sorties de l'exercice : +181 K€

Soit au total, un produit de 241 K€.

Aucune provision n'a été constituée pour les filiales espagnole, roumaine, hongkongaises et chinoise, ces dernières n'ayant aucune obligation légale en la matière.

Variation des engagements envers le personnel et autres provisions (Valeurs en K€)

Engagements envers le personnel	30/09/10	+	-	30/09/11
Provisions indemnités de départ à la retraite	1 056	3	(244)	815
Total engagements envers le personnel	1 056	3	(244)	815

Autres provisions	30/09/10	Augm. Dotat.	Diminution		30/09/11
			Utilisat.	Reprise	
Provisions pour litiges	184	5		(48)	141
Provisions pour charges					
Provisions pour risques sociaux	307	266	(55)	(10)	508
Sous-total Non courant	491	271	(55)	(58)	649
Provisions pour charges(<1an)	5		(5)		
Provisions pour litiges (< 1 an)					
Provisions pour risques sociaux (< 1 an)					
Provisions pour restructuration (< 1 an)	913		(802)		111
Sous-total Courant	918		(807)		111
Total autres provisions	1 409	271	(862)	(58)	760

La provision pour restructuration de 111 K€ correspond aux résiduels des Plans de Sauvegarde de l'Emploi engagés dans les filiales MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE devenue depuis MEDIA 6 PRODUCTION PLV et ex-MEDIA 6 PRODUCTION CARTON.

Note 2.12 : Dettes fournisseurs et autres créditeurs (Valeurs en K€)

Les dettes fournisseurs et des autres créditeurs sont à moins d'un an.

Dettes fournisseurs et autres créditeurs	30/09/10	30/09/11
Fournisseurs	12 481	11 261
Dettes sur acquisitions d'actifs	54	134
Dettes sociales	3 895	3 523
Dettes fiscales	2 639	1 831
Dividendes à payer	5	5
Autres dettes	4 792	4 363
Total dettes fournisseurs et autres créditeurs	23 866	21 117

Note 2.13 : Autres passifs courants (Valeurs en K€)

Autres passifs courants	30/09/10	30/09/11
Produits constatés d'avance	3 404	864
Total autres passifs courants	3 404	864

Note 2.14 : Informations sectorielles

Eléments d'Actif et de Passif par secteurs d'activité au 30/09/2010 (Valeurs en K€)

ELEMENTS D'ACTIF	Production	Services		Total au 30/09/2010
		Non Immobilier	Immobilier	
Actifs non courants				
Goodwill	7 503	2 153		9 656
Immobilisations incorporelles	65	38		103
Immobilisations corporelles	5 099	299	19 140	24 538
Immeuble de placement	0		3 200	3 200
Impôts différés	67	191		258
Autres actifs non courants	0	1 216		1 216
Actifs courants				
Stocks et en-cours	6 793	633		7 426
Clients et autres débiteurs	14 206	5 168	120	19 494
Créances d'impôt et autres actifs courants	544	382	117	1 043

ELEMENTS DE PASSIF	Production	Services		Total au 30/09/2010
		Non Immobilier	Immobilier	
Passifs non courants				
Passifs financiers non courants	42	2 517	3 351	5 910
Engagements envers le personnel	588	468		1 056
Autres provisions	338	153		491
Impôts différés	532	60	3 678	4 270
Autres passifs non courants	0	69	21	90
Passifs courants				
Emprunts et concours bancaires (< 1 an)	25	1 136	860	2 021
Provisions (part à moins d'un an)	918			918
Fournisseurs et autres créiteurs	16 524	6 804	538	23 866
Dettes d'impôt		17		17
Autres passifs courants	2 349	683	372	3 404

Eléments d'Actif et de Passif par secteurs d'activité au 30/09/2011 (Valeurs en K€)

ELEMENTS D'ACTIF	Production	Services		Total au 30/09/2011
		Non Immobilier	Immobilier	
Actifs non courants				
Goodwill	5 662	2 153		7 815
Immobilisations incorporelles	46	54		100
Immobilisations corporelles	4 282	305	14 614	19 201
Immeuble de placement			5 150	5 150
Impôts différés	29	1 480		1 509
Autres actifs non courants		1 212		1 212
Actifs courants				
Stocks et en-cours	6 102	536		6 638
Clients et autres débiteurs	11 332	5 201	107	16 640
Créances d'impôt et autres actifs courants	611	129	66	806

ELEMENTS DE PASSIF	Production	Services		Total au 30/09/2011
		Non Immobilier	Immobilier	
Passifs non courants				
Passifs financiers non courants	41	1 074	2 193	3 308
Engagements envers le personnel	400	415		815
Autres provisions	323	326		649
Impôts différés	358		3 272	3 630
Autres passifs non courants	0	69	8	77
Passifs courants				
Emprunts et concours bancaires (< 1 an)		765	759	1 524
Provisions (part à moins d'un an)	111			111
Fournisseurs et autres créiteurs	13 370	7 382	365	21 117
Dettes d'impôt	49	33		82
Autres passifs courants	237	269	358	864

Investissements par secteurs d'activité au 30/09/2010 (Valeurs en K€)

Nature	Production	Services	Total
Immobilisations incorporelles			
Concessions, brevets	3	20	23
Autres immobilisations incorporelles	15		15
Sous-Total immobilisations incorporelles	18	20	38
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions	24	15	39
Matériel et outillage	501	10	511
Autres immobilisations corporelles	144	23	167
Immobilisations corporelles en cours	51	312	363
Avances et acomptes	6	0	6
Sous-Total immobilisations corporelles	726	360	1 086
Total Investissements	744	380	1 124

Investissements par secteurs d'activité au 30/09/2011 (Valeurs en K€)

Nature d'investissements	Production	Services	Total
Immobilisations incorporelles			
Concessions, brevets	13	9	22
Autres immobilisations incorporelles	15	10	25
Immobilisations incorporelles en cours		34	34
Sous-Total immobilisations incorporelles	28	53	81
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions	4	632	636
Matériel et outillage	398		398
Autres immobilisations corporelles	209	224	433
Immobilisations corporelles en cours	34		34
Avances et acomptes			0
Sous-Total immobilisations corporelles	645	856	1 501
Total Investissements	673	909	1 582

Dotations nettes aux amortissements par secteurs d'activité au 30/09/2010 (Valeurs en K€)

	Production	Services	Total
Immobilisations incorporelles	(55)	(61)	(116)
Immobilisations corporelles	(1 841)	(1 254)	(3 095)
Total Dotations nettes aux amortissements	(1 896)	(1 315)	(3 211)

Dotations nettes aux amortissements par secteurs d'activité au 30/09/2011 (Valeurs en K€)

	Production	Services	Total
Immobilisations incorporelles	(44)	(37)	(81)
Immobilisations corporelles	(1 360)	(1 128)	(2 488)
Total Dotations nettes aux amortissements	(1 404)	(1 165)	(2 569)

PARTIE 3 : NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

Note 3.0 : Chiffre d'affaires

Méthode de reconnaissance du Chiffre d'affaires

La reconnaissance du chiffre d'affaires est effectuée :

- soit à la livraison des produits (base Ex Work - départ usine ou entrepôt)
- soit à l'avancement pour les prestations de services (installation, agencement...)

Répartition du Chiffre d'affaires par secteurs d'activités (Valeurs en K€)

Les principes de classement des différentes activités du Groupe par secteurs sont les suivants :

Le secteur Production qui regroupe les activités :

- Carton,
- Plastique,
- Métal,
- Bois et agencement de mobilier commercial multi matériaux
- Mèches et mèchiers.

Le secteur Services qui regroupe les activités :

- Création,
- Installation,
- Activités immobilières,
- Divers (s'il y a lieu).

Chiffre d'affaires par secteurs d'activité	30/09/10	30/09/11
Secteur Production	51 027	62 815
Secteur Services	15 992	15 759
TOTAL	67 019	78 574

Répartition du Chiffre d'affaires par secteurs géographiques (Valeurs en K€)

Chiffre d'affaires par secteurs géographiques	30/09/10	30/09/11
France	57 253	61 415
Europe (<i>hors France</i>)	5 064	4 893
Reste du monde	4 702	12 266
TOTAL	67 019	78 574

Le chiffre d'affaires « Reste du monde » correspond à l'activité des filiales en Chine.

Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé.

Note 3.1 : Résultats par secteurs d'activité

Résultat Opérationnel (Valeurs en K€)

Résultats Opérationnels	30/09/10	30/09/11
Secteur Production	(7 303)	(2 335)
Secteur Services	2 595	2 530
TOTAL	(4 708)	195

Résultat Nets (Valeurs en K€)

Résultats Nets	30/09/10	30/09/11
Secteur Production	(6 522)	(1 783)
Secteur Services	3 080	2 409
TOTAL	(3 442)	626

Note 3.2 : Charges de personnel (Valeurs en K€)

Charges de personnel	30/09/10	30/09/11
Salaires	(17 480)	(16 342)
Charges sociales	(6 555)	(6 084)
Frais d'intérim	(1 405)	(2 349)
Participation		
Dotations nettes engagements de retraite	(194)	181
TOTAL	(25 634)	(24 594)

Note 3.3 : Dotations aux amortissements et provisions (Valeurs en K€)

Dotations aux amortissements	30/09/10	30/09/11
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	(116)	(81)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(3 095)	(2 488)
Dotations aux amortissements des immobilisations	(3 211)	(2 569)

Dotations nettes aux provisions	30/09/10	30/09/11
Dotations aux provisions pour litiges salariaux	(125)	(266)
Dotations aux provisions pour autres litiges	(120)	(5)
Dotations pour dépréciations des actifs circulants	(444)	(131)
Dotations aux provisions	(689)	(402)
Reprises / utilisations sur provisions pour litiges salariaux	191	65
Reprises / utilisations sur provisions pour autres litiges	569	28
Reprises / utilisations sur dépréciations des actifs circulants	248	178
Reprises / utilisations sur provisions	1 008	271
Dotations nettes aux provisions	319	(131)

Note 3.4 : Autres produits et charges d'exploitation (Valeurs en K€)

Autres produits et charges d'exploitation	30/09/10	30/09/11
Autres charges d'exploitation	(1 497)	(696)
Autres produits d'exploitation	28	18
Total autres produits et charges d'exploitation	(1 469)	(678)

En 2010 les autres charges d'exploitation concernaient des charges d'exploitation de filiales étrangères reclassées en 2011 en charges externes.

Note 3.5 : Résultat sur cession de participations consolidées

Ce poste concerne essentiellement l'impact de la cession des sociétés PRUGENT EBENISTERIE et MEDIASIXTE LANNEMEZAN (+58 K€).

Note 3.6 : Variations de juste valeur et Autres produits et charges opérationnels (Valeurs en K€)

Variations de juste valeur	30/09/10	30/09/11
Variation de juste valeur Immeuble St Denis (93)		(525)
Variation de juste valeur Immeuble Francières - Estrées St Denis (60)		377
Total Variations de juste valeur		(148)

Autres produits et charges opérationnels	30/09/10	30/09/11
Cession d'immobilisations corporelles	(93)	
Autres produits	53	
Dotation nette aux provisions pour charges non-récurrentes	(1 260)	802
Charges et produits non récurrents	131	(708)
Crédits d'impôt sur exercices antérieurs		1 067
Autres produits et charges opérationnels	(1 169)	1 161

La reprise de provisions pour charges non récurrentes comprend la charge prévisionnelle relative aux PSE liés au regroupement des activités carton et plastique sur un seul site.

Le Groupe a par ailleurs bénéficié de crédits d'impôt (CIMA) sur les exercices 2007 à 2010 (bases exercices 2006 à 2009) pour plusieurs filiales. Le montant comptabilisé correspond au montant du crédit d'impôt obtenu diminué des frais et honoraires engagés pour son obtention.

Note 3.7 : Coût de l'endettement financier net / Autres produits et charges financiers

La gestion de trésorerie est centralisée par la holding MEDIA 6 SA. Chaque filiale dispose d'un compte courant rémunéré en fonction du taux du marché sur lequel MEDIA 6 SA place ses excédents et approvisionne ses insuffisances (sauf pour les emprunts antérieurement conclus par les entreprises nouvellement rachetées). Seul l'excédent global de trésorerie (ou l'insuffisance globale) est placé ou emprunté par la holding sur le marché.

Les autres charges financières intègrent la dépréciation des titres détenus dans la société QUIVIDI pour -200 K€.

Note 3.8 : Impôt sur les bénéfices (Valeurs en K€)

Impôt sur les bénéfices	30/09/10	30/09/11
Impôt sur les résultats	1 036	721
Charges / Produits intégration fiscale	260	(1 238)
Impôts différés	260	1 686
Total impôt sur les bénéfices	1 296	1 169

L'impôt sur les résultats des sociétés françaises a été comptabilisé au 30/09/2011 au taux de 33,33% majoré de la contribution sociale de 3,3% sur une partie de l'impôt société, soit un taux effectif global de 34,43%.

L'impôt sur les résultats des sociétés étrangères a été comptabilisé au 30/09/2011 au taux en vigueur dans chacun des pays concernés.

Les impôts différés en consolidation résultent des retraitements et éliminations pratiqués, et des différences temporelles apparaissant entre les bases comptables et les bases fiscales. Ils sont évalués en utilisant les règles fiscales adoptées ou quasi-adoptées à la clôture. Les impôts différés actifs s'élèvent à 1 509 K€ et les impôts différés passifs à 3 630 K€. La variation de l'impôt différé comptabilisée au compte de résultat annuel se traduit par un produit de 1 686 K€. L'activation des impôts différés actifs a été effectuée en tenant compte des perspectives de résultats des deux prochains exercices. Il est par ailleurs précisé que les déficits ne sont pas activés sur les filiales étrangères.

Impôts différés actifs (en K€)	30/09/10	Variations		30/09/11
		par réserves	par résultat	
Différences temporelles (social vs fiscal)	167	80	65	312
Marge sur stocks	(26)	(92)	31	(87)
Amortissements dérogatoires	36		1 280	1 316
Activation de reports déficitaires	69	(27)		42
Fonds de commerce	12	(112)	23	(89)
Dépréciation des actions propres	12	2	1	15
Autres				
Total impôts différés actifs	258	(149)	1 400	1 509

Impôts différés passifs (en K€)	30/09/10	Variations		30/09/11
		par réserves	par résultat	
Différences temporelles (social vs fiscal)	(326)	100	21	(205)
Marge sur stocks	(8)		8	
Amortissements dérogatoires	787	(91)	(151)	545
Réeval. constructions (immob. corporelles)	2 676	(443)	(134)	2 099
Réeval. constructions (immeubles placement)	889	372	(41)	1 220
Crédit bail	142	(177)	7	(28)
Activation des reports déficitaires				
Dépréciation des actions propres	112	(112)		
Autres	(2)	(3)	4	(1)
Total impôts différés passifs	4 270	(354)	(286)	3 630

Analyse et variation du taux de l'impôt sur les sociétés (Valeurs en K€)

Taux de l'impôt sur les sociétés	30/09/10	30/09/11
Résultat net consolidé	(3 442)	626
Impôt sur les bénéfices	1 296	1 169
Résultat net consolidé imposable	(4 738)	(543)
Impôts sur les sociétés théorique (produit)	1 631	187
<i>Taux d'imposition de droit commun</i>	<i>34,43%</i>	<i>34,43%</i>
Différences permanentes	(189)	1 101
Déficits reportables non activés	(240)	(170)
Ecart de taux d'imposition	94	51
Impôt sur les sociétés comptabilisé (produit)	1 296	1 169
<i>Taux effectif d'imposition</i>	<i>27,35%</i>	<i>n.a.</i>

Note 3.9 : Résultat par action (Valeurs en €)

Le résultat par action est calculé par rapport au résultat part du Groupe.

Résultat par action	30/09/10	30/09/11
Résultat net consolidé (<i>part du Groupe, en K€</i>)	(3 444)	626
Nombre moyen d'actions	3 530 000	3 530 000
Résultat net par action de base	(0,98)	0,18
Equivalents actions sur options de souscription		
Nombre moyen d'actions après effet des conversions potentielles	3 530 000	3 530 000
Résultat net par action dilué	(0,98)	0,18

Note 3.10 : Effectifs

Au 30/09/2011, le Groupe MEDIA 6 emploie 659 personnes dont :

- cadres / maîtrise 28%
- ouvriers / employés 72%

Les principes de classement des différentes activités du Groupe sont décrits en note 3.0.

Secteurs d'activités	30/09/10	30/09/11
Secteur Production	767	581
Secteur Services	88	78
Total Effectifs	855	659

Il est rappelé que la répartition des effectifs par secteurs d'activités présentée ci-dessus, traduit une situation ponctuelle arrêtée au 30 septembre 2011. La variation d'activité au cours de l'exercice a corrélativement entraîné, spécialement en ce qui concerne le secteur production, un ajustement des effectifs. Le nombre de salariés n'a donc pas nécessairement été toujours le même au cours de la période écoulée. Ci-après sont indiqués les effectifs moyens annuels mesurés en équivalent temps plein (ETP).

Effectifs	Moyenne 2010	Moyenne 2011
Personnel sous contrat CDI ou CDD	779,4	788,0
Intérim	54,2	80,5
Total Effectifs moyens (ETP)	833,6	868,5

La moyenne 2011 inclut le personnel appartenant aux structures MEDIA ASIA 6 PRODUCTION Ltd, ARTIUM PRODUCTION Ltd et DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Ltd. Hors Chine, les effectifs moyens totaux se sont élevés à 536,3 en 2011 contre 605,6 en 2010, soit une baisse moyenne de 11,4%.

Note 3.11 : Autres informations

Mandataires sociaux

La rémunération nette versée aux mandataires sociaux de façon directe ou indirecte pour l'exercice écoulé s'est élevée à 774 K€. Elle était de 770 K€ pour le précédent exercice.

Il est par ailleurs précisé la rémunération du Directeur Général Délégué se décompose en une partie fixe représentant 80% environ de la rémunération totale, et en une partie variable à l'atteinte d'un objectif de résultat opérationnel consolidé du Groupe pour l'exercice concerné. A l'atteinte de cet objectif cette partie variable représente environ 20% de la rémunération totale.

Honoraires des commissaires aux comptes

Au 30 septembre 2011, la charge consolidée relative aux honoraires des commissaires aux comptes intervenant pour l'ensemble des filiales du Groupe (y compris la consolidation) s'élevait à -183,8 K€. La charge correspondante de l'exercice précédent s'établissait à -199,9 K€.

Passifs éventuels

A la clôture au 30 septembre 2011, le Groupe n'a pas provisionné la demande de 22 salariés de l'ancienne société MEDIA 6 PRODUCTION CARTON, objet d'un litige prud'homal, estimant avoir rempli toutes ses obligations dans le cadre du PSE adopté pour cette société. Il est précisé que ce PSE prévoyait notamment le versement d'indemnités supérieures aux minima conventionnels et légaux.

Le montant total des sommes réclamées par ces 22 salariés s'élève à 1 451 K€.

Compléments de prix (ex-ARTIUM et ARTIUM PRODUCTION Ltd)

En application du protocole d'accord du 15 avril 2009 et compte tenu des résultats enregistrés aux 30 septembre 2010 et 2011 sur les sociétés MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd et ARTIUM PRODUCTION Ltd, il n'a pas été constaté de complément de prix pour ces sociétés. Les prévisions pour 2012 et 2013 ne permettent pas d'envisager le versement d'un complément de prix pour l'exercice à venir.

PARTIE 4 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

MEDIA 6 PHARMACIE

Par décisions de l'actionnaire unique en date du 31 octobre 2011, la société MEDIA 6 INSTALLATION a été transformée en société par actions simplifiée, et M. Laurent FRAYSSINET a été nommé Président.

IMMEUBLE DE SAINT-DENIS

L'immeuble de Saint-Denis (ancien siège social du Groupe appartenant à la société QUAI DE SEINE) a fait l'objet de la signature d'un bail commercial le 27 octobre 2011. Ce bail prévoit dans ses conditions particulières un accord « irrévocable » du propriétaire pour une option d'acquisition du bâtiment par le locataire (ou toute personne morale ou physique pouvant se substituer) à tout moment pendant une période de 3 ans à partir de la signature du bail.

PARTIE 5 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Cautions accordées par MEDIA 6 SA

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution auprès de la Banque Nationale du Canada de la filiale COULEUR 6 INC à Montréal pour 10 000 dollars canadiens, soit 7 K€ au 30 septembre 2011 pouvant être portés après accord préalable de MEDIA 6 SA jusqu'à 100 000 dollars canadiens, soit 71 K€ le cas échéant.

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit des organismes de crédit bail immobilier Fructicomi et Slibail, à raison d'un contrat de crédit bail immobilier conclu avec la filiale MEDIASIXTE BOIS, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Sainte-Pazanne (44680). Au 30 septembre 2011, l'engagement résiduel sur ce contrat représente 287 K€ (371 K€ en 2010).

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit de la société de crédit bail immobilier Bail Entreprises, à raison d'un contrat de crédit immobilier conclu avec la filiale MEDIASIXTE ALDIGE, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Machecoul (44270). Au 30 septembre 2011, l'engagement résiduel sur ce contrat représente 133 K€ (215 K€ en 2010).

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit de la banque HSBC, à raison d'un emprunt contracté par la filiale MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Tremblay en France (93290). Au 30 septembre 2011, l'engagement résiduel sur ce contrat représente 1 198 K€ (1 376 K€ en 2010).

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit de la banque Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France Paris, à raison de deux emprunts contractés par la filiale MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Tremblay en France (93290). Au 30 septembre 2011, l'engagement résiduel sur ces contrat représente 1 293 K€ (1 448 K€ en 2010).

Engagements de crédit bail

Voir note 2.3 de l'Annexe sur les comptes consolidés.

Clauses dites de défaut au sein des contrats d'emprunt

Par principe, au sein du Groupe, les emprunts auprès des établissements de crédit sont contractés par MEDIA 6 SA.

Pour l'acquisition du nouveau siège social, le Groupe a emprunté la somme de 4 000 K€ au travers de sa filiale MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE.

D'autres exceptions concernent des reliquats d'emprunts qui ont été souscrits par certaines filiales préalablement à leur acquisition par MEDIA 6 SA.

Les banques insèrent habituellement dans leurs contrats des clauses dites de défaut qui en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers peuvent entraîner notamment une accélération de l'exigibilité du passif financier concerné ou une augmentation du coût du financement supporté par l'emprunteur.

L'examen de ces clauses de défaut et des conditions de leur application détaillées ci-dessus ne fait pas apparaître de probabilité d'occurrence des faits générateurs propres à chacune d'entre elles à la clôture des comptes au 30 septembre 2011.

Clauses de défaut relatives aux emprunts auprès des établissements de crédit

Encours résiduel utilisable ou utilisé au 30/09/2011	Échéances	Clauses de défaut en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers
Emprunts à moyen terme		
MEDIA 6 SA Emprunt 2 000 K€ Souscrit en juin 2009 Durée : 20 trimestres	1 221 K€	05/07/14 Exigibilité anticipée si non respect des conditions suivantes sur la base des comptes consolidés annuels : <ul style="list-style-type: none">• Fonds propres / Total bilan > 35%• (Total dettes LMT + crédit bail retraité) / Fonds propres < 3• Frais financiers (corrigés du crédit bail) / EBE < 20%• Trésorerie nette positive
MEDIA 6 SA Emprunt 1 420 K€ Souscrit en juin 2009 Durée : 20 trimestres	610 K€	22/05/13 Exigibilité anticipée si non respect des conditions suivantes sur la base des comptes consolidés annuels : <ul style="list-style-type: none">• Fonds propres > ou = à 24 000 K€• (Total dettes LMT + crédit bail retraité) / Fonds propres < 1• (Total dettes LMT + crédit bail retraité) / CAF < 4• Frais financiers (corrigés du crédit bail) / EBE < 30%
MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE Emprunt 2 000 K€ Souscrit en avril 2008 Durée : 7 ans	1 099 K€	20/04/15
MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE Emprunt 1 400 K€ Souscrit en avril 2008 Durée : 7 ans	808 K€	16/05/15
MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE Emprunt 600 K€ Souscrit en septembre 2008 Durée : 7 ans	367 K€	16/10/15
TOTAL	4 105 K€	

RAPPORT DES COMMISSAIRES AU COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS ARRETTÉS AU 30 SEPTEMBRE 2011

MEDIA 6 SA

Capital social : 11 296 000 €

Siège social : 33, avenue du bois de la pie - 93290 Tremblay-en-France

Période du 1^{er} octobre 2010 au 30 septembre 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société **MEDIA 6**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes ont été réalisées dans un environnement incertain, lié à la crise des finances publiques de certains pays. Cette crise s'accompagne d'une crise économique et de liquidité, qui rend difficile l'appréhension des perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L. 823.9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations et que nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- Le principe de suivi des actifs immobilisés, notamment les goodwill est exposé dans la note 2.3.1 « Tests de valorisation des actifs immobilisés » de l'annexe aux états financiers. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs recouvrables, notamment à revoir l'actualisation des flux futurs de trésorerie attendus des unités génératrices de trésorerie (UGT), à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les prévisions budgétaires établies par UGT et à vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Sannois, le 25 janvier 2012

Les commissaires aux comptes,

GRANT THORNTON

Membre français de Grant Thornton International

CHD Audit et Conseil

M. Laurent BOUBY

Associé

Mme Johanne AUBRY

Associée

- IV -

DEPENDANCE DU GROUPE MEDIA 6

FACE A CERTAINS

FACTEURS DE RISQUE

LES RISQUES OPERATIONNELS

Risque lié aux conditions de marché

La communication sur le point de vente est un secteur d'activité fortement concurrentiel et très atomisé. Le positionnement du Groupe MEDIA 6 sur ce marché est d'apporter en permanence un ensemble diversifié de produits et de prestations : intégration verticale (création, fabrication, agencement, installation), intégration horizontale (offre multi matériaux avec des usines spécialisées). L'outil de production est à la pointe dans son domaine d'activité.

Assurances

Le Groupe a toujours assuré de manière satisfaisante ses activités dans des conditions conformes aux normes de la profession. Il a mis en place des programmes d'assurance qui permettent une couverture pour divers risques et activités importants qui concernent :

- les risques de dommages matériels et les pertes d'exploitation qui en résultent
- la responsabilité civile
- la responsabilité des dirigeants
- le transport

Le Groupe MEDIA 6 a souscrit des assurances supplémentaires lorsque cela était nécessaire, soit pour respecter les lois en vigueur, soit pour couvrir plus spécifiquement les risques dus à une activité ou à des circonstances particulières.

Les programmes d'assurance sont supervisés par un courtier spécialisé et répartis sur des compagnies d'assurance européennes à surface financière importante.

LES RISQUES LIES A L'ACTIVITE INTERNATIONALE

Risque de taux d'intérêt

Se reporter à la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque de change

Se reporter à la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque pays

Aucune activité n'est développée dans un pays identifié comme risqué.

LES RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT FINANCIER

Risque clients

Le risque de non recouvrement des créances clients est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de sa clientèle et pour certains nouveaux clients par la détermination d'en-cours résultant d'analyses financières spécifiques. Les créances sont réparties sur environ 500 clients (entités juridiques différentes), dont aucun ne dépasse 10% du chiffre d'affaires consolidé.

Risque sur les engagements financiers

Le risque d'incapacité à faire face à ses engagements financiers est extrêmement faible pour le Groupe MEDIA 6 du fait d'un niveau d'endettement à long terme représentant moins de 10% des capitaux propres consolidés et d'une trésorerie nette de près de 11% du total du bilan consolidé.

Risque de liquidité / Informations sur les clauses de défaut au sein des contrats d'emprunt

Le détail de ces clauses est exposé dans l'annexe aux comptes consolidés annuels (Partie 5 - Engagements hors Bilan). Les conditions de leur application ne fait pas apparaître de probabilité d'occurrence des faits génératrices propres à chacune d'entre elles à la clôture des comptes au 30 septembre 2011.

L'échéancier des passifs financiers figure dans la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque de sensibilité des capitaux propres

Une partie des actifs (11,8% du total actif consolidé au 30 septembre 2011) est composée d'éléments incorporels (goodwills) dont la valeur dépend en grande partie de résultats opérationnels futurs. L'évaluation de ces goodwills suppose également que le Groupe MEDIA 6 formule des hypothèses réalistes sur des éléments qui sont par nature incertains. Au cas où un changement intervenait dans les hypothèses sous-tendant cette évaluation, une réduction des capitaux propres serait à enregistrer.

Risque de déficience du contrôle interne

L'organisation générale du contrôle interne du Groupe MEDIA 6 repose sur une centralisation et une coordination des services administratifs. Elle concerne les systèmes d'information utilisés par les filiales, le contrôle budgétaire, l'élaboration des comptes consolidés, la gestion centralisée de la trésorerie, les opérations de nature juridique ou financière.

Le Groupe MEDIA 6 étend par ailleurs progressivement à l'ensemble de ses filiales un ensemble de procédures et normes communes dans des domaines variés : gestion des achats, suivi des engagements, procédures qualité...

Risque d'erreurs ou de pertes de données informatiques

Les filiales françaises du Groupe sont dotées d'un système informatique de base intégrant la gestion commerciale, la gestion de production et la gestion comptable. Les informations peuvent être ainsi suivies en temps réel, les risques d'erreur liés à la saisie multiple sont réduits.

Pour pallier aux risques de panne, de coupure électrique, d'attaque de virus ou de vol de données, le Groupe MEDIA 6 s'est doté des outils appropriés tels qu'onduleurs, pare-feux, anti-virus. Par ailleurs des sauvegardes journalières sont effectuées et stockées sur des sites différents.

- V -

LE GROUPE MEDIA 6

ET

LA RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE

RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE

Le Groupe MEDIA 6 a fait de sa responsabilité environnementale un engagement important de sa politique, souvent en collaboration directe avec ses clients.

Les activités du Groupe ne comprennent pas de risque environnemental majeur direct. Toutefois certains de nos sites industriels en France sont considérés comme « installations classées pour la protection de l'environnement » et soumis à ce titre aux contrôles de la DRIRE. Les points pouvant avoir des impacts environnementaux et qui font l'objet d'actions spécifiques concernent notamment :

- la maîtrise des consommations d'énergie
- la maîtrise des nuisances sonores vis-à-vis du personnel
- la maîtrise des nuisances pour les riverains
- la gestion des déchets
- le recyclage et la valorisation des déchets par des sous-traitants spécialisés
- la gestion des rejets de composés organiques volatils (COV)
- le stockage de produits sensibles, avec bacs de rétention

Les sites industriels planifient et réalisent des contrôles périodiques, afin de répondre aux dispositions réglementaires applicables. Selon les besoins, ces contrôles sont réalisés en interne ou avec l'assistance de prestataires extérieurs. Si une non-conformité est mise en évidence, un plan d'action est mis en place pour y remédier.

A la clôture de l'exercice au 30 septembre 2011, aucune provision n'a été constituée pour risques en matière d'environnement.